



Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

Victimes silencieuses : la tragédie des enfants au Burundi ¹

Le mois de mai 2025 a été marqué par une escalade alarmante de violences à l'encontre des plus vulnérables : les enfants. Dans un climat de peur, d'impunité et d'indifférence, cinq filles mineures ont été victimes de violences sexuelles, et trois enfants ont été tués, pris dans les filets d'une violence systémique qui ne fait aucune distinction.

Derrière ces chiffres, ce sont des vies fauchées, des enfances volées, des familles brisées, et une nation qui se déchire dans le silence.

Des corps profanés, des âmes oubliées.

Ils avaient 5 ans, 7 ans, 14 ans. Des enfants qui rêvaient, qui jouaient, qui allaient à l'école. Jusqu'au jour où la violence les a rattrapés. Où des adultes, voisins, figures d'autorité, responsables politiques, ont brisé leur corps et leur avenir.

Le 7 mai 2025, une fillette de 6 ans, M.N., est retrouvée en état de choc, violée. Le suspect ? Un homme affilié au CNDD-FDD. Il est en fuite. L'impunité court toujours.

Le 11 mai 2025, à Mabayi, H.I., une élève de 4e primaire, est déclarée enceinte après des abus répétés commis par un commerçant notoire. L'école avait alerté. Aucune action n'a été entreprise.

Le 22 mai, à Kabezi, N.A.B., 14 ans, violée. L'auteur est en détention, mais combien d'autres restent protégés par le silence et la peur ?

Les cinq jeunes filles victimes de violences sexuelles en mai 2025 ne sont pas que des statistiques. Elles incarnent les visages d'un système défaillant : un système qui ne protège pas, n'écoute pas, ne soigne pas. Dans plusieurs cas, les auteurs de ces actes ignobles n'ont pas été poursuivis, bénéficiant d'un silence complice ou d'un traitement préférentiel de la part des autorités locales.

Les conséquences sont dramatiques : traumatismes psychologiques irréversibles, grossesses précoces, rejet social, abandon scolaire. Chaque agression constitue un échec de l'État à garantir les droits fondamentaux de l'enfant, tels que consacrés par la Convention relative aux droits de l'enfant (ratifiée par le Burundi), notamment :

¹ <https://burundimffps.org/bulletin-mensuel-femme-abusee-nation-dechiree-mai-2025/>



Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

- **Article 19** : protection contre toutes formes de violence, d'abus et de négligence.
- **Article 34** : protection contre toutes formes d'exploitation sexuelle.

Enfants tués : l'innocence sacrifiée.

Et les morts ? Trois enfants ont été tués ce mois-là, dans une indifférence quasi totale. Qui s'en souvient ? Qui enquête ? Qui protège les suivants ?

Trois enfants ont perdu la vie au cours du même mois, victimes collatérales d'un climat sécuritaire explosif. Que ce soit lors d'affrontements armés, d'opérations de répression ou de violences domestiques exacerbées par l'instabilité, ces décès ne sont ni accidentels ni inévitables. Ils sont le fruit d'une normalisation de la violence, d'un effondrement de la protection civile et d'un déni de responsabilité de la part des autorités.

Enfants utilisés comme boucliers dans les manifestations électorales.

Dans le tumulte des élections en cours au Burundi, une nouvelle tragédie se dessine : l'exploitation des enfants comme instruments de conflits politiques. Ces enfants, dont l'innocence devrait être protégée, se retrouvent contraints de marcher dans les rues, parfois au cœur des affrontements, devenant malgré eux des boucliers humains.

Utilisés par des adultes pour servir des intérêts qui les dépassent, ils subissent la peur, les blessures et des traumatismes psychologiques. Cette manipulation scandaleuse viole non seulement leurs droits fondamentaux, mais compromet également leur avenir.

Ces enfants sont les premières victimes d'un jeu politique cruel, où leur sécurité, leur éducation et leur bien-être sont sacrifiés sur l'autel de la lutte pour le pouvoir. Il est urgent de mettre fin à cette exploitation inhumaine et de garantir que chaque enfant burundais puisse vivre à l'abri de la violence et du chaos électoral.

Ce n'est pas une série de faits divers. C'est une faillite nationale.

Le bulletin mensuel du **MFFPS** ne cesse d'alerter : l'enfance est en danger au Burundi. Et l'État détourne le regard.



Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

Face à cette situation alarmante, le Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité au Burundi appelle les autorités, la communauté internationale et la société civile à :

- **Lancer rapidement des enquêtes indépendantes** sur les violences sexuelles et les décès d'enfants, avec la participation d'acteurs spécialisés.
- **Poursuivre efficacement les auteurs de violences sexuelles**, conformément aux lois nationales et aux engagements internationaux.
- **Mettre en place des mécanismes communautaires de prévention**, pour briser le silence et détecter les cas.
- **Faire de la protection de l'enfance une priorité politique**, avec un engagement clair et des ressources dédiées.

Parce qu'aucun enfant ne devrait craindre pour sa vie ou pour son corps. Parce qu'aucun enfant ne devrait trembler de peur au lieu de rire. Parce qu'aucun corps d'enfant ne devrait porter les marques de la barbarie. *Et parce qu'un pays qui abandonne ses enfants renonce à toute promesse d'avenir, le Burundi ne peut plus se permettre de taire l'innommable.*

Chaque agression non punie, chaque mort ignorée, chaque silence entretenu est une blessure collective, une honte nationale. Il est temps de briser le mur de l'indifférence. Il est temps de faire de la protection de l'enfance un impératif moral et politique. Redonnons aux enfants la place qui leur revient : celle d'être à protéger, à écouter, à aimer. **Car en sauvant l'enfance, c'est l'âme du Burundi que nous sauvons.**